

Dialogue au Parlement Européen sur les perspectives en R.D. Congo

En décembre 2013, AEFJN a participé au Parlement Européen à une réunion organisée à la fois par Mariya Gabriel (membre du Parlement Européen) et EurAc (réseau européen pour l'Afrique centrale) sur "La République Démocratique du Congo deux ans après les élections: état de la question et perspectives." Les orateurs étaient Mariya Gabriel (Parlementaire du Parti populaire européen et chef de la mission d'observation électorale de l'UE en RDC pour les élections de 2011), Martin Kobler, chef de la mission des Nations unies pour la stabilisation en DRC (MONUSCO), Koen Vervaeke, coordinateur du Service européen d'action externe pour la région des Grands Lacs et Flavien Misoni, Secrétaire exécutif national de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) en RD du Congo.

Le dialogue avec le public a été intéressant avec des points de vue très différents et parfois opposés, et quelques questions restées sans réponse. Certains des sujets discutés étaient : les consultations nationales menées par le Président Kabila et le suivi et les recommandations – dont certaines étaient semblables à celles de la mission d'observation électorale de l'UE en 2011 ; le mandat prolongé de la MONUSCO et son action sur le terrain ; le cadre d'Addis Abeba ; le rôle des citoyens congolais et de la société civile dans le processus de réconciliation; l'opportunité offerte par la cohésion entre différents acteurs de la communauté internationale, l'UE, l'UA, et les Nations unies comme une opportunité de briser le cercle de violence; le plus grand engagement de la région où grandit la conviction qu'on peut mettre fin aux groupes armés; le respect ou non-respect de la loi électorale; le risque d'une révision constitutionnelle; les réformes en cours du système électoral et le timing pour les élections générales de 2016 ; la révision du registre électoral; l'impunité de ceux qui violent les Droits humains, principalement ceux qui violent femmes et enfants ; la participation des femmes aux négociations de paix et à la consolidation de la démocratie; le danger de l'amnistie accordée à d'anciens rebelles et leur réintégration dans les forces armées nationales; la transparence et le dialogue du côté du gouvernement; l'appel au gouvernement congolais à passer à l'action vers la paix et l'ordre ; la coopération au niveau régional... .

Begoña Iñarra – AEFJN Executive Secretary